

APPEL A CONTRIBUTIONS

LA CRISE SANITAIRE, LA VILLE ET L'HABITAT : QUESTIONS POUR LA RECHERCHE

*Imaginer les contours d'une recherche-action « post-crise »
Eclairer ce qu'il faudra rendre possible demain*

Contributeurs :

GIE GARONNE DEVELOPPEMENT 29 boulevard Koenigs CS 20151 31027 Toulouse cedex 3	ENGIE – AIRE NOUVELLE 1 place Samuel de Champlain Faubourg de l'Arche 92930 Paris La Défense
Contact : Stéphanie GALLOT sgallot@garonnedeveloppement.com	Contact : Nikolay KOLEV Nikolay.kolev@engie.com

Partenaires engagés pour un aménagement durable du territoire

CONTRIBUTION 3 : NOUS N'AVONS JAMAIS ETE AUSSI VERTUEUX EN MATIERE DE CONSOMMATION ENERGETIQUE QUE PENDANT LE CONFINEMENT ; ET SI ON CONTINUAIT ?

L'Homme en faisant le "choix du feu" est devenu, à partir de la Révolution Industrielle, dépendant aux énergies fossiles. Si dès 1917, la France devient dépendante du pétrole américain, c'est vraiment à partir de la Seconde Guerre Mondiale que la demande en pétrole s'est accrue de manière exponentielle : on retrouve aujourd'hui le pétrole partout, du carburant au plastique, en passant par le textile et la technologie. A eux seuls, le pétrole et le gaz sont responsables de 50% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Depuis des décennies, le système économique mondial repose sur ces énergies fossiles et, dans ce contexte, un choc d'offre peut avoir des conséquences dramatiques pour nos économies à l'instar du choc pétrolier de 1973 qui a sonné le glas des Trente Glorieuses et plongé les économies occidentales dans la récession.

La planète a certes fortement réduit sa dépendance au pétrole qui ne représente plus que 31% de la consommation d'énergie totale contre 45% en 1974, avec notamment l'amélioration de la performance des véhicules, de l'isolation des bâtiments, du recul de la place du pétrole dans l'industrie. Cependant, la part du brut dans l'énergie stagne depuis 10 ans et devrait encore augmenter jusqu'en 2040, du fait de l'utilisation accrue des énergies fossiles par les pays émergents. Ainsi, même si la dépendance énergétique rend les pays vulnérables aux variations des prix de ces énergies, la transition énergétique vers des énergies renouvelables reste encore timide en ne touchant que quelques pays développés.

Cependant, **l'épidémie de Covid-19 en provoquant une baisse drastique de l'activité mondiale, a entraîné à son tour une baisse considérable de la consommation énergétique.** Ainsi, l'Agence Internationale de l'Energie dans son rapport publié le 30 avril 2020 estime que le monde fait face au « *plus grand choc pour le système énergétique mondial depuis plus de 70 ans* ». La chute de la demande atteindrait 6% en 2020 par rapport à 2019, ce qui représente la consommation annuelle d'un pays comme l'Inde.

En termes économiques, cette tendance provoque d'importants effets, notamment pour le secteur pétrolier qui a vu une baisse de plus de 40% du prix du baril de pétrole avec des prix au plus bas depuis des décennies. Il en est de même pour le charbon, dont la demande devrait chuter de 8%, et de 5% pour le gaz naturel.

Si l'on remarque une baisse drastique de la demande en énergie, on remarque également que **la crise sanitaire a donné la part belle aux énergies renouvelables.** En effet en France, RTE a compté 35% d'énergie renouvelable sur le réseau (contre 19,9% en 2019), dû au fait que la production d'électricité des éoliennes et des centrales solaires est restée à des niveaux habituels durant la crise alors que la demande en électricité diminuait. Cette énergie verte, prioritaire sur les réseaux s'est donc retrouvée dans des proportions plus importantes qu'à l'accoutumée dans le mix énergétique français, prouvant qu'elles peuvent une fois de plus prendre le relai sur les énergies fossiles.

Enfin **le confinement a permis une baisse mondiale des émissions de gaz à effet de serre**. Le Centre for research on Energy and Clean Air estime qu'environ 200 millions de tonnes de CO₂ auraient été évitées en Chine en quatre semaines en raison du covid-19. Les émissions chinoises de CO₂ pendant cette période ont chuté de 25% par rapport à la même période l'an dernier.

En un sens, la pandémie de covid-19 aura permis provisoirement de mieux se rapprocher des objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat, à savoir contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. **Les gouvernements sont face à une opportunité rarissime de relancer leurs économies et l'emploi tout en accélérant la transition énergétique pour une économie plus verte, plus propre, plus décarbonée.**

Parmi les pistes d'avenir pour les territoires figure en très bonne place celle de l'hydrogène, qui peut contribuer à dynamiser l'activité industrielle, décarboner les transports, développer des pôles de compétence et permettre l'alimentation électrique autonome de zones isolées.

L'implication des acteurs des politiques publiques est d'autant plus nécessaire dans le domaine que les principaux financeurs privés des recherches sur le sujet risquent paradoxalement de devoir, pour leur part, réduire leur investissement pour faire face à l'impact économique du Covid-19 sur leur cœur de métier.

La question peut dès lors se poser de comment tous les acteurs de la ville, chercheurs et opérationnels, peuvent **soutenir l'ambition des « territoires hydrogènes », en l'aidant à se structurer dans le cadre de la transition énergétique post-Covid.**
